



## Protéger la santé ou favoriser le capital ? Fiscalité et transparence à l'époque du COVID-19

*Jeudi 28 mai 2020, de 13h00 à 15h30 (UTC)*

*Débat d'experts sur les décisions à prendre en priorité pour faire face au surcroît de dépenses publiques provoqué par le Covid-19*

*Plus d'informations sur [financialtransparency.org/HealthvsWealth28May](https://financialtransparency.org/HealthvsWealth28May)*

**Dans un contexte de crise sanitaire et économique mondiale sans précédent, les décideurs politiques sont confrontés avec plus d'acuité que jamais au défi de renflouer les caisses de l'Etat.** Dans les pays riches comme ceux en développement, les gouvernements sont mis à l'épreuve pour préserver à tout prix la santé et les niveaux de vie.

Chaque année, les pays perdent des milliards de dollars à cause des flux financiers illicites. Ce manque à gagner, dû à la corruption, à la fraude et à l'évasion fiscales ainsi qu'au secret financier, a sapé leur capacité et celle des systèmes de santé à répondre à la crise. Trouver les ressources pour préserver la protection sociale, les soins de santé et les niveaux de vie sera dorénavant au cœur de toute question politique.

Des propositions sont déjà sur la table, certaines déjà en discussion et d'autres jugées impensables jusqu'à présent. Elles visent à augmenter les ressources publiques en sollicitant ceux qui ont les revenus les plus élevés, mais aussi à débusquer les richesses cachées et à taxer les revenus exceptionnels des entreprises qui ont bénéficié de cette crise ou des changements technologiques à long terme. Ces discussions prennent peu en considération les besoins des pays en développement. Ils font pourtant face à d'énormes difficultés pour gérer les besoins en matière de santé, l'impact de la crise sur les inégalités, tout en respectant les droits des populations.

Les participants, des experts issus de la société civile, des syndicats, des administrations fiscales et des institutions internationales, discuteront des réformes et des innovations en matière de politique fiscale et de transparence, qui garantiront davantage de recettes ou, du moins, empêcheront les pertes dues au secret et aux abus.

**Jayati Ghosh** professeure à l'université Jawaharlal Nehru, **Allison Christians**, professeure à l'université McGill, **Logan Wort**, directeur du Forum africain des administrateurs fiscaux, **Alex Cobham**, directeur général de Tax Justice Network, entre autres, évalueront la concentration des richesses et des revenus des entreprises comme sources de recettes pour financer la réponse à la crise. Ils se demanderont :

- Quel est le potentiel possible de ressources, répondant aux besoins en termes d'échelle et d'urgence ?
- Quelles sont les priorités immédiates pour augmenter ou protéger la collecte des recettes ?
- Comment sauvegarder les droits et les besoins des personnes vulnérables ?
- Comment garantir que les interventions soient progressistes et favorisent l'égalité des sexes ?

*Nous vous attendons le 28 mai à 13h00 UTC*

*En attendant, suivez-nous sur [@FinTrCo](#) [@icrict](#) [@Oxfam](#) [@PSIGlobalunion](#)*